IIIme année. — N° 9 Genève le 17 Janvier 1919 15 centimes

Pologne indépendante unifiée avec son propre littoral

L'ECHO DE VARSOVIE

ORGANE DÉMOCRATIQUE POLONAIS

Constituante

République populaire

Fédération

Editeur : Bureau d'Informations « POLONIA »

Rédaction et Administration : 28, Boulevard Helvétique, 28 — Genève

La Pologne et l'Entente

Nation slave d'esprit latin, les Polonais ont entretenu des relations amicales avec les Français depuis le XIIIme siècle. Des qualités et des défauts communs unissaient les deux nations. Traversant les pays qui séparaient la Pologne de la France, les Polonais allaient puiser dans la capitale du monde, Paris, ainsi que dans le pays des Italiens, nos amis les plus anciens. On ne se rendait pas suffisamment compte de l'intérêt que présenterait, au point de vue national, une alliance étroite entre les deux pays, que ne dictait pas seule l'affinité d'esprit. En France, on n'a pas compris l'importance d'une alliance pareille et la Pologne n'eut jamais le temps d'y songer, tout occupée qu'elle fut par les guerres avec ses voisins. La catastrophe du XVIIIe siècle due au crime inouï de trois puissances qui expient aujourd'hui leur brigandage, eut lieu au moment où la France traversait une crise, et que la révolution absorbait les forces vives de la nation tout entière. Elle aurait pu néanmoins, venir au secours de la Pologne ; elle n'en fit rien et ne voulut pas sacrifier des vies françaises pour une cause étrangère. L'Europe ne prévoyait point que ce sacrifice aurait empêché celui beaucoup plus grand d'aujourd'hui. Il en fut de même pendant les deux insurrections polonaises. Les Polonais avaient escompté une aide désintéressée, persuadés que les autres nations feraient pour la Pologne ce que les Polonais étaient toujours prêts à faire pour toute nation opprimée. Ils eurent tort. Il aurait fallu plutôt s'attacher à démontrer à l'Europe, l'intérêt que représentaient pour elle l'indépendance et la puissance de la Pologne. Cette tâche, ce ne fut que pendant cette guerre que l'on songea à la remplir.

La sympathie à la fois si naturelle et si profonde qui subsistait toujours dans l'âme polonaise à l'égard des occidentaux, fut gravement compromise par leur alliance avec la Russie — cet oppresseur de la Pologne. On craignait pendant cette guerre de voir se répéter ce qui se passa en 1831, où « toute la France était pour la Pologne sauf le gouvernement » ; espérons qu'aujourd'hui, le gouvernement français ayant compris son intérêt qui est celui de la Pologne, n'aura qu'une voix pour exiger sa reconstitution historique. Le sort lui-même est venu en aide à la Pologne, en écartant la Russie, l'éternel obstacle à son indépendance ; aujourd'hui l'Entente a les mains libres, elle est victorieuse et sa victoire doit être complète et réparer les crimes des années 1772, 1793, 1975, 1871 et 1914-18. On n'a jamais su mettre suffisamment à profit les victoires remportées sur les Allemands ; nous avons lieu de redouter que cette fois encore on ne soit en train de commettre la faute commise par les Polonais en 1411.

La Pologne a attendu longtemps le moment propice pour recouvrer son indépendance. Pendant toute la durée de cette guerre, elle a travaillé dans ce but. Les Polonais restés dans leur pays reprenaient peu à peu le pouvoir, au fur et à mesure que les Allemands toujours avides et toujours aveuglés par l'espoir de garder la Pologne sous leur domination le permettaient. Auteurs de nombreux travaux sur la « Völkerpsychologie », les Allemands se sont montrés de mauvais psychologues. La tâche des Polonais étaient extrêmement difficile. Il fallait faire face à une double politique : à l'intérieur, organiser le pays ; à l'extérieur, demander la restauration de la Pologne.

Malheureusement tout un parti politique ne visait qu'une autonomie reçue des mains russes, à une Pologne unie à la Russie. C'est de ce parti qu'est sorti le Comité National de Paris. C'est grâce seulement au Président Wilson qu'il arriva à comprendre la vraie voie à suivre : celle de l'indépendance. Les quatre cinquièmes de la nation polonaise cependant, ne se contentaient point de l'autonomie et aspiraient à une Pologne complètement indépendante et unie. De là, désaccord entre le pays et le Comité National. S'imaginant représenter toute la Pologne, se considérant comme son gouvernement légitime, le Comité National n'a pas suivi l'exemple de M. Masaryk et n'est pas rentré à Varsovie pour se faire élire comme gouvernement du pays. Par conséquent, « comment la Pologne peut-elle être personnifiée, aux yeux des gouvernements alliés par certains hommes qui ne sont pas retournés depuis longtemps dans leur pays et qui ne seraient pas tous sûrs d'être portés en triomphe, s'ils y rentraient aujourd'hui » (Temps). Or, le Comité National envoya M. Paderewski. Malgré le prestige dont jouit le grand maître, il n'osa pas réclamer le pouvoir pour son parti politique. C'est pourquoi nous sommes fort surpris que le ministre des affaires étrangères en France, M. Pichon se soit laissé induire en erreur et ait affirmé dans son dernier discours, qu'il reconnaissait le Comité National en qualité de gouvernement Polonais. Comment ? Un gouvernement polonais en dehors de la Pologne, quand aucun occupant ne l'empêche d'y entrer pour prendre la direction de la nation et rétablir l'ordre. Comment M. Pichon a-t-il pu prêter l'oreille à un parti politique au moment où un gouvernement avec son chef, le commandant Pilsudski, jouissant de la confiance des masses populaires, organise le pays et fait l'impossible pour le protéger contre le danger germano-bolcheviste ?

La Pologne compte une majorité écrasante (80 %) de paysans et d'ouvriers. Il est juste que la majorité exerce le pouvoir si elle est assez mûre pour se rendre compte des responsabilités et des buts vers lesquels elle doit guider la nation. Il est incontestable que le peuple polonais est mûr et conscient de ses devoirs, il ne se laissera plus opprimer par personne ; les temps des régimes absolutistes, sous n'importe quelle forme, sont à jamais passés. Le peuple polonais s'opposera à toute immixtion dans ce qui concerne essentiellement sa vie intérieure. M. Pichon ne lui en voudra pas.

Le gouvernement polonais de Varsovie, le seul légitime, tâche d'arriver à un accord avec le Comité National de Paris. Il ne nie point les grands services que le Comité a rendu à son pays, mais il ne peut tolérer que la politique extérieure de la Pologne se fasse indépendamment de son gouvernement. La Pologne ne peut pas avoir deux diplomaties. Il est de toute évidence que le gouvernement d'un pays n'est à sa place que dans le pays même. La presse française a bien compris la situation, et elle s'est placée, le Temps en tête, à notre point de vue. Espérons que les pourparlers qui sont en train entre les représentants du commandant Pilsudski et ceux du Comité National aboutiront à une solution satisfaisant la nation polonaise.

L'Angleterre ne partage pas le point de vue de M. Pichon ; elle a envoyé des représentants diplomatiques à Varsovie afin de se renseigner directement auprès des hommes politiques sans se laisser influencer par des personnalités qui font une politique de partis.

Pour entrer dans la Ligue des nations, il faut d'abord que chacune d'elle forme une unité harmonique. Il faut un gouvernement qui soit une résultante des éléments les plus importants de la nation. M. Wilson, qui représente les Etats-Unis est une sorte de résultante des courants essentiels de ce pays; en sa qualité de Grand Citoyen et en sa qualité de Grand Homme, il est une résultante des vœux de toutes les nations qui marchent vers un avenir meilleur ; il n'admetterait pas que ce but élevé soit compromis par la domination d'un parti ou d'une nation. Les professeurs des Universités polonaises, au nom de la nation, remettent des adresses offrant des titres de Doctor honoris causa à MM. Wilson, Clemenceau, Foch et Mercier. L'adresse à M. Wilson se termine ainsi : Il y a nombre d'années un élève de notre Studium Generale, Copernic, découvrit des voies nouvelles dans le ciel, et vous, Monsieur le Président, qui serez membre d'honneur de la même Université, vous montrerez à l'humanité de nouvelles voies sur la terre.

La Pologne dont les grands hommes ont toujours préconisé une ligue des nations (Kosciuszko au XVIIIme siècle, Mickiewicz, Krasinski au commencement du XIXme siècle) saura prendre part à cette humanité dont le but principal sera une vie harmonieuse et laborieuse sur le chemin de la perfection. Pour cela, il faut que le gouvernement polonais ne soit pas représenté par un seul parti politique, mais par la majorité qui seule peut prétendre à décider du sort de la nation. D'ailleurs, le dernier coup d'Etat de Varsovie et la durée de 13 jours seulement du gouvernement des nationaux démocrates prouvent suffisamment que ces éléments, quoique aspirant au pouvoir, n'ont aucune chance de réussite, les nations évoluant toutes vers le self government. Si tout le monde est d'accord « qu'il faut aider la Pologne », il faut y procéder le plus vite possible et la protéger non seulement contre la misère — cette mauvaise conseillère — mais aussi contre les ennemis germano-bolchevistes, qui prêchent aujourd'hui « une guerre sainte » contre notre pays. En manquant à ce devoir l'Entente commettrait « à la fois une erreur en droit et une erreur en fait ». Il faut donc constituer une Pologne forte, pourvue d'une communication sûre et directe avec les Alliés d'Occident ». Cette Pologne devrait être guidée par un gouvernement émanant de la majorité du peuple.

Dr W. WLOCH.

Discours de M. Daszynski, chef du parti socialiste

Voici quelques extraits du discours de M. Daszynski, prononcé à Cracovie devant ses électeurs. Ce discours contient le programme social de son parti, qui embrasse les questions les plus importantes pour la nation polonaise.

« Indépendance, liberté et union ce sont les trois mots qui résument notre programme aujourd'hui et depuis des générations. Ceux qui ont renoncé à ce mot d'ordre, ceux qui ne voulaient plus sauver que la langue, les coutumes et la culture de la nation ne se rendaient pas compte de ce à quoi ils renonçaient.

Aujourd'hui, en revenant sur ce passé, nous voyons dans ce triste tableau à quoi peut aboutir le manque de volonté : Deux millions de soldats polonais, se battant les uns contre les autres, versant leur sang pour des étrangers. Mais un homme fort est apparu, qui, *contra spem sperabat*, ranima dans le peuple le sentiment de la nécessité historique d'une lutte sous le drapeau national. J'ai nommé Pilsudski. Notre parti l'a suivi et a partagé avec lui la responsabilité de ses décisions. La soif ardente de recouvrer l'indépendance après laquelle soupirait la Pologne a fini par avoir raison des Empires Centraux, et ceux qui avaient eu foi en l'esprit national, comme capable de produire une force invincible ceux-là ont eu raison. L'indépendance en tant que force instinctive doit se manifester en des formes concrètes, conformes aux nécessités historiques. Nous ne pouvons pas poursuivre de vains mirages, pas plus que nous soumettre au suggestions de la force. Des Etats comptant 240 millions d'habitants : la Russie, l'Autriche, l'Allemagne s'effondrent sous nos yeux, entraînés par les forces qu'elles ont elles-mêmes déchaînées, après avoir pendant de longues années fait servir leur militarisme, leur chauvinisme, leur besoin d'annexion à l'oppression d'autres peuples.

Une nation qui n'est pas complètement libérée ne peut vivre d'une vie normale ; notre effort pour arriver à la réunion de toutes les parties de la Pologne doit donc continuer ; c'est ce qu'ont compris les plus grands hommes politiques de l'Occident. Nous sommes en train de réaliser cette aspiration, mais une portion de notre territoire est encore séparée de nous ; nous ne pouvons donc demeurer tranquilles tant que la frontière qui passe encore au travers du corps meurtri de la Pologne ne sera pas abolie.

Et c'est ici le moment de répondre à la question qu'on nous a posée : quelles sont nos relations avec l'Entente ? C'est elle qui nous a donné la liberté, mais si ce n'eût pas été notre droit absolu, aucune force du monde n'aurait pu nous la donner. Personne ne peut donner le droit à la liberté, l'Entente a pu seulement nous aider à la conquérir. C'est le concours des circonstances et le sacrifice de victimes auxquelles va notre reconnaissance qui ont donné à l'Entente la possibilité de libérer la Pologne. Mais parce que nous ne manifestons pas à la façon des nationalistes démocrates en déployant les drapeaux de l'Entente, des oriflammes portant comme inscriptions : « Vive l'Angleterre, la France, Wilson ! on insinue que nous regrettons l'oppression allemande, et que notre patriotisme chevillé pourtant dans l'âme même de la nation n'est pas un vrai patriotisme.

En ce qui concerne la question de la forme de gouvernement de la Pologne, MM. Clemenceau ou Lloyd George peuvent avoir une certaine influence, mais la majorité de la nation ne peut pourtant pas admettre que la Pologne ne puisse régler sa situation intérieure sans attendre la décision de l'Entente.

D'ailleurs aucun Etat d'Occident n'a fait entendre de protestation contre le gouvernement polonais. Aucun homme d'Etat de l'Entente n'a jamais dit que la Pologne devrait être gouvernée par le parti clérical ou par la bourgeoisie et non par les paysans et les ouvriers.

Les Républiques occidentales n'ont aucun intérêt à sauver de l'expropriation un seul noble polonais. M. Lloyd George, qui a projeté des réformes agraires très radicales (l'expropriation à peu près totale des lords, grands propriétaires fonciers) et M. Clemenceau radical du plus beau rouge, qui a combattu passionnément et pendant de longues années le cléricalisme, voudraient-ils protéger chez nous les grands propriétaires fonciers et les cléricaux ?

L'exploitation de l'Entente au profit d'intérêts de partis n'est par conséquent qu'une escroquerie pure et simple.

On nous a encore demandé pourquoi notre gouvernement n'a pas encore envoyé une délégation en France ?

Je répondrai à cela que nous n'avons pas voulu avoir deux représentations, celle du gouvernement polonais à Varsovie et le comité parisien, pour ne pas faire les étrangers juges de nos discordes, ce qui serait contraire à la dignité et blessant pour tout Polonais ; d'accord avec le comité parisien, nous avons pu aujourd'hui envoyer une commission à Paris, ainsi la Pologne aura une représentation unique.

. . . .

Quant à la forme de gouvernement nous ferons observer que seul le gouvernement des ouvriers et des paysans a pu empêcher une révolution sanglante d'éclater et que la République ne pouvait être proclamée que par ceux qui croyaient en elle.

Le peuple demandait une indemnité pour le sang versé, l'extension de ses droits, des réformes sociales correspondant aux sacrifices qu'il avait faits ; chacun comprenait que l'on ne pouvait revenir en arrière, chacun croyait à un avenir meilleur et à chaque mois de guerre la vague de la révolution montait. L'Eglise, en encourageant des frères à s'entretuer, devint moralement responsable de cette boucherie humaine ; et pas plus que l'Eglise les représentants de la science et des arts n'ont protesté contre cette guerre. La civilisation a fait faillite en suivant par ordre le cortège de la guerre. Les fortunes nouvelles se montant à des millions dus à l'usure se multipliaient, tandis qu'augmentait la haine entre les hommes. Dans la fièvre de s'enrichir, les nobles — gros propriétaires fonciers — fraternisèrent avec les plus hideux usuriers... et aujourd'hui ils voudraient être invités à participer au gouvernement ! Mais l'union avec les accapareurs est impossible à réaliser pour nous.

. . . .

Le socialisme s'appuie sur deux principes qui se complètent réciproquement et se développent : la liberté et la justice sociale, l'une sans l'autre ne pourraient exister et les deux ensemble embrassent la totalité des réformes sociales. Nous demandons : la liberté individuelle, la liberté de parole, de la presse, de coalition et nous voulons que ces libertés nous soient garanties. Mais la liberté ne va pas sans l'instruction, voilà pourquoi nous exigeons que l'instruction soit universelle et laïque. Il existe en Pologne des confessions différentes ; faudrait-il donc fonder autant d'écoles que d'églises, et donner ainsi l'exemple d'un conservatisme réactionnaire ? Personne ne veut détruire la religion, elle sera traitée à l'école comme toute autre branche de science et ceux à qui cela ne suffira pas n'auront qu'à s'adresser aux Eglises où leur religion pourra être enseignée en toute liberté. Quant à la science elle ne connaît pas de différence de religion.

. . . .

Nous sommes ennemis de tout annexionisme et nous ne convoitons aucun village ne nous appartenant pas, mais nous ne permettrons pas non plus que l'on prenne ce qui nous appartient. Si les chauvinistes ruthènes n'avaient pas commis leur attentat contre Léopol (Lwow), nos relations avec eux seraient restées bonnes. Le socialisme affirme que chaque nation a le droit à l'indépendance et nous qui avons tant souffert sous le joug nous ne pourrons jamais opprimer personne, Nous voulons vivre en paix avec tous nos voisins, nous voulons une fédération de peuples libres et égaux. Nous protestons contre toutes velléités de nationalistes-démocrates que possède la manie des grandeurs.

Abordant la question juive, M. Daszynski a dit ce qui suit :

« Le Juif, enfermé dans son ghetto, ne s'est pas polonisé et est resté séparé des Polonais par sa langue, son costume et ses mœurs. Aussi longtemps qu'ils prétendront que la nation polonaise ne les intéresse pas, tant qu'ils envahiront en masse nos villes, le peuple et le gouvernement ne peuvent leur confier des fonctions politiques.

« Pourtant je ne justifie point et en aucun cas les pogroms. Chacun doit les réprouver comme un reste de barbarie qui nous humilie devant le monde. »

. . . .

« L'Eglise du Christ est devenue une église de banquiers où s'accumule l'argent et où se pratique le favoritisme. L'action du clergé contre les ouvriers et surtout contre les paysans est un crime politique qui renferme en lui-même sa vengeance. Aussi la première chose à faire doit être chez nous d'imposer le silence aux prêtres qui veulent faire de la politique. Car c'est une chose ignoble que cette profanation des choses saintes, cette exploitation du nom de Dieu dans l'intérêt de la réaction. »

. . . .

M. Daszynski conclut ainsi :

« Je lutte sous le drapeau qui conduira à un avenir meilleur le peuple, d'où découlera le droit et c'est avec fierté que je m'appellerai : député du paysan et de l'ouvrier polonais. »

Les Juifs en Pologne

Jamais ironie plus amère n'est apparue dans l'histoire de n'importe quelle nation malheureuse que dans celle de la Pologne. Les Juifs persécutés dans toute l'Europe, chassés comme un troupeau devant les populations qui les frappaient et leur lançaient des cailloux, furent accueillis en Pologne. On leur a offert l'hospitalité dès le 14e siècle, on leur a même accordé des privilèges commerciaux et des prêts d'argent. A l'époque de la Réformation il y eut des troubles suscités par les Jésuites contre les non-catholiques de Pologne, mais jamais contre les Juifs. Aussi longtemps que la République polonaise fut en possession de son indépendance, les Juifs y jouirent d'un bien-être complet. A la suite des partages de la Pologne certains Israélites souffrirent avec leurs concitoyens polonais et combattirent dans nos rangs contre les oppresseurs communs. Le Juif dépaysé a perdu contact avec sa patrie. Il s'est dit « patria ibi, ubi bene » et dans la situation difficile où se trouvait la Pologne, il a préféré s'unir aux Allemands, aux Russes, plutôt qu'aux Polonais. A noter que les Allemands, pas plus que les Russes, ne tolèrent les mœurs juives, ni leur séparatisme. Sujets de l'Allemagne ou de la Russie, ils ne jouissaient pas pleinement de leurs droits civiques ; ils y ont été considérés comme une population inférieure. Tout dernièrement ils sont arrivés en masse en Pologne, chassés par la Russie et *mirabile dictu !* ils y font une politique anti-polonaise et prorusse (Litvok). Je vous mets au défi de trouver un Suisse, un Français, un Anglais, un Américain qui permette à un étranger de combattre leur pays dans le pays même !

Les Juifs en Pologne sont à classer en trois catégories : juif-polonais, polonais-juif, où tout simplement juifs. Un juif polonais fera passer sa religion avant les lois civiles. Par conséquent, il se refusera à travailler les vendredis après-midi et les samedis, en se prévalant des préceptes de sa religion. Les conséquences de ce refus sont très fâcheuses, le juif perdant de ce chef 624 heures de travail et de gain par an. Il y aura pour lui déficit vis-à-vis d'un autre travailleur de n'importe quelle religion. Il trouvera difficilement du travail, une différence de gain très appréciable en résultera, avec, pour conséquence, la misère pour la classe la plus basse des juifs qui tiennent avant tout à leur « youpa » et à leur talmud. Ils se refusent à envoyer leurs enfants dans les écoles primaires publiques. Ils les font « instruire » dans des « haiders », les écoles où on élève les enfants juifs dans le chauvinisme religieux, l'ignorance et l'immoralité sociale. Elevés dans tel milieu, ils ignorent tout d'une vie basée sur la morale sociale. Ces gens là sont des plus malheureux, ignorants et misérables à la fois. La faute en est aux formes extérieures du culte juif.

Les citoyens polonais de religion juive, en revanche, ont compris qu'on ne peut pas sacrifier à la religion la vie, qu on ne peut pas se reposer 12 heures par semaine de plus que les autres citoyens. Ils prient leur Dieu dans leurs heures de liberté, ils envoient leurs enfants dans les écoles polonaises et les font instruire. Par conséquent, ils sont au bénéfice de toutes les lois polonaises. Personne ne touche à leur religion.

Restent encore les juifs tout court. Ceux-ci se considèrent comme Juifs, sionistes, ou d'autres dénominations. Ils ne veulent pas être citoyens polonais. Ils se considèrent comme des étrangers dans le pays polonais et combattent la Pologne ; ils restent « neutres » lorsqu'il s'agit d'un sacrifice à faire pour la cause commune ; par contre, ils veulent profiter de tous les privilèges d'un citoyen tout en se refusant à toutes les charges que cette qualité comporte. En Suisse on comprendra mieux que n'importe où cette maladresse. Comment un étranger peut-il jouir des privilèges de citoyen d'un pays et se dire « neutre » lorsqu'il s'agit de n'importe quel sacrifice ? Les Juifs ont oublié qu'ils n'ont pas apporté avec eux, en Pologne, leur terre de Palestine. Ils ne peuvent, par conséquent, créer un Etat juif dans l'Etat polonais. il ne leur manque, pour cela, qu'une petite chose : la terre, le pays. Ces Juifs doivent donc être considérés comme des étrangers, et l'Etat polonais ne peut pas tolérer sur son propre territoire une politique juive, hostile à la nation.

La question juive ne peut être résolue qu'en annulant les privilèges accordés jusqu'ici aux Juifs. L'Etat polonais doit obliger les Juifs à envoyer leurs enfants à l'école primaire qui, n'étant pas confessionnelle, restera sous le contrôle de l'Etat. Toute autre école primaire sera interdite et les « haïders » ne pourront plus être tolérés. D'autre part c'est aux juifs à changer de méthode et à s'accommoder, pour la célébration du sabbat, à la vie de la nation parmi laquelle ils vivent et dans laquelle ils ne forment nulle part une masse compacte disséminés qu'ils sont, dans les villes. On ne peut pas demander à 30 millions de Polonais de se mettre au régime des Juifs qui ne sont que deux millions, dont un million seul se considère comme Polonais, les autres jouissant simplement de l'hospitalité polonaise.

Or, toute incitation de l'élément juif venue de l'étranger ne peut que nuire à la solution amiable de la question juive. A noter que cette opinion n'est pas la mienne seulement, mais celle de beaucoup de Polonais de religion juive qui veulent aller, quant aux restrictions, plus loin que nous autres Polonais, et obliger les Juifs de la Pologne à changer leurs coutumes, leur « youpa » et leurs « peysy », comme cela a d'ailleurs déjà eu lieu partout où il y a des juifs.

Les Polonais ne s'opposeront nullement à l'émigration des Juifs en Palestine. Ceux qui veulent partir n'ont qu'à le faire et les Polonais leur faciliteront le voyage. Toute immixtion venant de l'étranger pour imposer à la Pologne un régime juif sera repoussée avec force par la nation polonaise tout entière. Les Polonais ne peuvent pourtant pas rester indifférents lorsqu'ils voient les juifs porter en triomphe les portraits de Lénine et de Trotzky (juif) en criant : « à bas la Pologne ! à bas le canard blanc !, (c'est-à-dire le drapeau polonais). A noter que cette provocation eut lieu le 11 novembre, le jour où tout le monde se réjouissait de la signature de l'armistice. Il est regrettable que les provocateurs juifs ne réfléchissent point où ils vont mener leurs coreligionnaires. Ils ne veulent pas se rendre compte de leur situation et de leurs devoirs ; ils n'exigent que des privilèges qu'on ne pourra jamais leur accorder — il faudra bien qu'ils se contentent d'être simplement les égaux des autres citoyens polonais ou qu'ils émigrent pour la Palestine indépendante. S'ils restent en Pologne ils jouiront de tous les droits civiques. comme l'on dit à maintes reprises les gouvernements polonais, notamment le dernier, le gouvernement populaire, qui tient beaucoup à rendre justice à tout le monde. Toutes les nouvelles tendancieuses ayant pour but de discréditer la nation polonaise qui s'est montrée la plus tolérante des nations à travers toute son histoire doivent être considérées comme un crime contre la Pologne.

Dr W. W.

QUESTIONS ÉCONOMIQUES

—

La désannexion de la Pologne

Le partage de la Pologne est dû à un abus de la force. Jamais les Polonais n'ont consenti à se considérer comme faisant partie d'un autre peuple. Ils subirent la contrainte qui leur fut faite, dans l'attente du moment qui les dédommagerait du tort qui leur était infligé. Les relations entre les Polonais et leurs envahisseurs étaient uniquement celles qui existent entre le bourreau et sa victime. La force primait continuellement le droit. Il ne pouvait même être question de droit de la part des copartageants puisque jamais les Polonais ne renoncèrent à leurs droits sur leur pays. Car la ratification du partage de la Pologne obtenue avec l'aide des baïonnettes ne peut être considérée comme valable et personne ne l'a jamais considérée comme telle. Ainsi le droit international, si cruellement violé pendant cette guerre, ne peut être invoqué dans ce cas.

Dominant les conventions entre particuliers il y a le droit humain et sa justice. Et le moment est venu où ce droit suprême, grâce au grand président des Etats-Unis, grâce aussi aux grands peuples de l'Entente, pourra trouver son application.

A la Pologne une seule loi est applicable : la désannexion. Tout comme la Belgique qu'après quatre années d'occupation les vaincus doivent rendre, tout comme l'Alsace et la Lorraine qu'ils doivent restituer après 46 ans d'annexion, de même les auteurs de cet acte de violence inouï, tel que le monde n'en connut point de semblable avant 1772, devront rendre aux Polonais cette Pologne qu'ils occupèrent contre la volonté de ses habitants 146 ans durant.

Pas davantage pour la Belgique que pour l'Alsace et la Lorraine les Allemands ne toucheront d'indemnité : bien au contraire ce sont eux qui auront à payer les dommages et rembourser avec les intérêts les cinq milliards que la France dut leur payer en 1871, soit en tout une somme de 30 milliards environ ; il serait de toute justice en outre que Paris exigeât la restitution de la contribution qu'il dut verser cette même année 1871. Partant du même principe, la Pologne devrait demander à ses envahisseurs non seulement une indemnité, mais le remboursement avec les intérêts des capitaux dont ils se sont emparés sous différents prétextes. Cela s'éléverait à une somme si formidable qu'aucun des dits envahisseurs ne pourrait la payer. Car les sommes versées dans les pays annexés apparaissent minimes comparées aux richesses innombrables dont s'emparèrent les Allemands, les Autrichiens et les Russes.

Les dettes contractées par ces trois Etats n'ont jamais été employées au profit de la Pologne, mais le plus souvent à son détriment. D'où l'on en vient à cette conclusion que la Pologne ne peut, ne doit pas prendre sa part de ces dettes. Les Polonais ont été les victimes d'un acte de violence et ce n'est que forcés qu'ils ont dû jusqu'à présent payer leur quote-part à ces contributions.

C'est ces contributions au contraire, que les envahisseurs devront rembourser à la Pologne aujourd'hui que la sentence prononcée par l'*humanité* peut être exécutée. La France se charge de la faire exécuter pour ce qui la concerne ; la Pologne doit en faire autant et aussi complètement que possible. S'il est impossible de recouvrer la totalité d'une somme aussi élevée qu'elle en obtienne au moins une partie pour la dédommager des pertes qu'elle a subies pendant la guerre.

Quant aux dettes de guerre des pays auxquels elle a appartenu, la Pologne ne peut en assumer aucune part quelconque. La Pologne n'a pas fait de guerre et n'a contracté aucun emprunt, en revanche, elle a subi du fait de la guerre des pertes énormes, car c'est sur son territoire qu'on n'a cessé de se battre, en dévastant tout de fond en comble ; en outre elle va, à cause de la chute des cours de toutes les valeurs des pays qui l'ont annexée, souffrir d'une dépréciation considérable de sa fortune. Il faut dès à présent qu'elle se mette à reconstruire et à chercher qui pourrait lui venir en aide. Les pertes de la Pologne pendant cette guerre seulement sont évaluées en gros à 30 milliards. Qui les lui rendra ? Les Etats vaincus, ceux qui lui firent violence il y a un siècle et demi.

Les Polonais ont bien compris que s'ils ont regagné leur indépendance c'est grâce à l'Amérique et à l'Entente et que c'est les intérêts de ces pays qui seront d'abord pris en considération. Mais la constitution d'une forte Pologne est dans leur intérêt. La Pologne ne peut être forte que si elle possède des bases économiques solides ; il faut par conséquent qu'on lui rende toutes ses terres, et l'on ne peut envisager comme ayant des droits fondés sur ces terres les immigrants qui y furent expédiés d'autres pays. Ce sont des étrangers qui doivent retourner dans les pays qui les ont envoyés. Cela concerne surtout la Prusse, qui recouvrit d'un manteau de droit prussien sa politique d'expropriation et de violence. Dans tous les cas de ce genre les terres expropriées pourront revenir intégralement à la Pologne, ce sera déjà une sorte de dédommagement. Quand la Pologne avec toutes ses richesses sera revenue à ses légitimes propriétaires, alors ces mêmes richesses et la possession d'un littoral maritime bien à elle, et avec la Silésie polonaise selon le 13e point de M. Wilson lui garantiront une existence économiquement forte et politiquement indépendante.

Mais la Pologne doit être intégralement désannexée ; ce n'est qu'ainsi que la justice supérieure sera satisfaite Il est impossible d'admettre que ceux qui se sont emparés par la force des terres polonaises en demeurent les propriétaires, puisqu'ils ne le sont devenus qu'en dépossédant les propriétaires légitimes. *Justice doit être faite et complètement.*

Dr W. W.

La question ouvrière en Pologne

Le monde connaît l'épouvantable œuvre destructive de la guerre en Pologne. Notre régime économique fut profondément bouleversé par l'intervention de la force brutale. Mais les ravages causés par les armes ne sont pas les seuls et nous considérons comme beaucoup plus graves les événements dus à la politique des trois belligérants pendant ces quatre dernières années : usines dynamitées et brûlées, machines démontées et transportées à l'intérieur de la Russie et de l'Allemagne, outillage enlevé, matières premières, produits fabriqués et à demi fabriqués, impitoyablement séquestrés ou raflés, tout cela a abouti à la ruine matérielle de notre industrie. Et pour combler la mesure, c'est l'exode forcé des travailleurs polonais des deux sexes, se montant pour l'Allemagne seulement au chiffre de 700,000 têtes et de 300,000 pour la Russie. Dans le premier de ces deux pays les ouvriers polonais étaient considérés comme étant en captivité et par conséquent obligés de se soumettre, pour leur travail, aux ordres d'autorités étrangères, privés de toute liberté individuelle quant au choix et au lieu du travail, liés par des contrats arbitraires, sans faculté de leur part de pouvoir les résilier au moment juridiquement donné (note parue dans la *Sächsische Landeszeitung* au commencement de 1917). Après un travail de plusieurs années ces travailleurs ont pu réaliser certaines économies, et, vu leur genre de vie modeste, leur sobriété et leur bonne conduite ils auraient peut-être pu attendre la reprise graduelle de l'activité économique, l'époque prochaine de l'après-guerre, celle qui précède la rentrée du pays dans la pleine vie productive. Mais les masses ouvrières polonaises rentrent chez eux avec leurs familles de l'exil en Allemagne et en Russie dans un état de prostration physique et morale qui est le résultat de l'existence épouvantable à eux infligée sous le régime de la captivité en Allemagne, ou des privations inouïes conséquences du chaos russe de 1918.

Les rapatriés retrouvent en Pologne la gène qui pèse sur toute notre vie économique et qui provient de l'arrêt presque complet de la production industrielle, de l'énorme diminution de la production agricole, de la désorganisation des moyens de transport et de communication et enfin de l'état de stagnation presque complet des affaires. Ils se trouvent en proie à de très grandes souffrances sociales qui provoqueraient des soulèvements chez tout autre peuple, moins endurci par la douleur.

Dans les pays de l'Entente et aux Etats-Unis, des problèmes analogues sont apparus comme conséquence de la suppression de certaines industries de guerre et de la démobilisation. Mais ces pays ont pu prévoir et ont eu le temps de préparer la transition, grâce à l'aide toute puissante de l'Etat. Ils ont pu minutieusement élaborer les modalités de la transition de l'état de guerre à l'état de paix. Ils ont même prévu le cas d'un chômage passager et accordent aux démobilisés le salaire dont ils ont besoin jusqu'à l'époque où ils trouveront du travail « Tout changement radical dans la constitution du travail met proprement en question l'existence des nations », dit Antoine Menger, et c'est justement pour rendre impossible tout bouleversement que les démocraties occidentales ont entrepris cette œuvre. Mais elles avaient la possibilité de le faire étant en possession des ressources matérielles, politiques, morales et psychologiques. Tandis que privés de tout nous commençons à peine à vivre, ayant à nous débattre contre un monde d'ennemis extérieurs et intérieurs. Dans ces circonstances que peut bien faire le gouvernement polonais le mieux intentionné parce que populaire. Quelles mesures doit-il prendre pour assurer la vie, nous soulignons ce mot, à ces masses malheureuses de citoyens échappées d'un esclavage matériel et moral ? Comment mettre en mouvement des usines, où tout a été enlevé ; comment entreprendre des grands travaux publics impérieusement nécessaires, quand l'outillage fait complètement défaut et que les moyens de transport public sont réduits à un état déplorable ? Et enfin ou prendre les capitaux pour payer les salaires, pour assurer la marche de l'œuvre de reconstruction ? Et devant nous le spectre menaçant de centaines de mille hommes et femmes affamés, errant pendant cet hiver, pêle-mêle sur le pavé des villes et des villages, sans travail et sans toit. A la longue, le gouvernement démocratique le mieux intentionné peut se voir débordé par un mouvement irraisonné de malheureux qui, dans une situation pareille, pourraient un jour cesser de respecter les formes extérieures du droit et se laisser aller aux explosions qu'engendrent souvent des souffrances semblables. La Russie nous envoie assez d'hommes qui ne guettent que le moment favorable pour accomplir leur sinistre besogne. Le bolchevisme n'existe pas en Pologne, tout au moins comme mouvement populaire important ; mais il ne faut pas favoriser son avènement en abandonnant à lui-même dans le pays un élément flottant, représentant une telle force numérique, qui arrivant à perdre, la misère aidant, toute notion de la vie sociale organisée et ordonnée tomberait victime des extrémistes entraînant du même coup la nation dans l'abîme. Nos amis d'Occident qui se préparent à isoler le bolchevisme de Russie doivent faire leur possible pour qu'il ne surgisse pas autre part et en premier lieu chez les voisins de cet Etat. Le meilleur moyen de parer à cette éventualité, particulièrement en Pologne, consistera dans l'aide qu'ils nous donneront pour faire vivre les masses ouvrières. Ils devraient nous fournir immédiatement les matières premières l'outillage mécanique et les moyens de transport indispensables. Cette aide devrait s'effectuer dans la plus large mesure et avec système, et cela, non seulement sous forme de fournitures faites par les Alliés, mais principalement en obligeant l'Allemagne à nous dédommager de suite des ravages inutiles qu'elle a commis chez nous en nous livrant des machines, des outils, des matières brutes. Si nous devons attendre pour cela les résultats de la conférence de la paix et ses décisions quant aux réparations économiques ou à l'aide en général, nous courons grand risque de voir se réaliser le danger invoqué, dont les contre-coups pourraient se faire sentir dans toute l'Europe. « Prévoir c'est prévenir » dit le proverbe ; espérons fortement que les sphères dirigeantes de l'Entente et des Etats-Unis, qui aspirent à la création d'un monde plus heureux, agiront d'urgence dans cette question, comme elles l'ont fait, en une certaine mesure pour les Tchèques, qui ont reçu dernièrement le coton nécessaire pour faire travailler toutes leurs filatures pendant trois mois ce qui permettrait d'atténuer le chômage. En nous aidant à fortifier le plus vite possible notre situation économique, on empêchera en Pologne des violences inopportunes bien plus sûrement que par la crainte des soldats et de la police. Le salut de notre Etat dépend en partie de la juste appréciation de ce fait par les démocraties sœurs.

A. M.

Les livres sur la Pologne

I

Les dernières publications éditées auraient dû paraître depuis longtemps pour que tout le monde sache ce qu'était la Pologne et ce qu'elle veut devenir. Mais depuis un siècle, les Polonais n'ont rien publié de pareil en langue française ; quant aux étrangers ils s'intéressaient très peu aux questions polonaises et, s'ils écrivaient sur la Pologne, ils se contentaient pour se renseigner des ouvrages publiés par les Allemands et par les Russes. Les savants de ces deux nations obéissant à l'ordre de leurs gouvernements ont fait tout leur possible pour dénigrer le passé de la Pologne, pour représenter les Polonais comme incapables de se diriger ; on commençait même à affirmer qu'il n'y a que très peu de Polonais et l'Europe officielle ignorait la nation polonaise. Malgré tout cela la nation polonaise existe toujours et grâce à une vitalité sans exemple, elle s'est développée ; quoique opprimée, elle ne cessa jamais de servir l'humanité par ses grands hommes et par son génie. Cette guerre fit surgir la question polonaise ; après avoir passé par différents stades elle finit par s'imposer à l'Europe sans échappatoire possible. Le président Wilson en comprit l'importance et posa la question polonaise comme l'ont posée les esprits les plus distingués et les plus élevés de la nation polonaise, qui formaient une sorte de résultante de ce qu'il y a de plus noble dans l'âme d'une nation.

L'étranger connait très peu la question polonaise, son histoire, son rôle à travers les siècles pendant lesquels la Pologne combattait les barbares : il ignore en général que c'est grâce à elle que l'Europe occidentale a pu se consolider et développer tout tranquillement sa civilisation, on connaît trop peu cette nation slave à l'esprit latin qu'est la nation polonaise. Et pourquoi cette ignorance ? Les difficultés de sa langue suffisent-elles à l'excuser ? Pour remédier à cet état de choses, les Polonais ont entrepris de nombreuses publications traitant de ses différents problèmes. Toujours il manquait un ouvrage en état de renseigner l'étranger sur la vie de la nation polonaise tout entière. Ce livre existe à présent : *La Pologne, son histoire, son organisation et sa vie* vient de paraître à la librairie Payot et Cie, Lausanne et Paris. C'est une encyclopédie, ou chacun peut apprendre à connaître le passé de la Pologne et ce que cette nation ambitionne. « La guerre mondiale a remis la « question polonaise » à l'ordre du jour de la politique européenne. De l'arrière-plan ou elle végétait depuis des années, elle l'a fait jaillir en pleine lumière. Le problème dont la solution était jusqu'ici affaire de politique intérieure pour les puissances qui s'étaient partagé la Pologne est soudain devenu un problème international, un problème dont l'importance croît de jour en jour, d'heure en heure, et qui intéresse l'humanité tout entière. »

L'intérêt qu'on porte à la nation polonaise nous démontre qu'on voudrait aussi connaître la Pologne. N'oublions pas que l'estime n'est complète que lorsque'elle est basée sur des notions exactes. La ligue des nations ne sera possible que lorsque toutes les nations auront appris à se connaître, et par conséquent, à s'estimer mutuellement. L'Encyclopédie en question a pour but de faire connaître la nation polonaise à tous ceux qui le voudront. « Nous ne nous berçons point de l'illusion, disent les auteurs, d'avoir fait un tableau complet de la vie polonaise. La matière est infiniment trop vaste et trop diverse pour se laisser condenser en un seul volume. » Néanmoins cette encyclopédie peut instruire sur l'histoire de la Pologne sur sa culture, sa vie économique, scientifique, politique, sociale, etc. Elle peut faire connaître la situation difficile dans laquelle s'est trouvée la Pologne le jour ou surgit la grande guerre. A cette occasion, réfutons une erreur grave, commise par les rédacteurs de l'encyclopédie lorsqu'ils prétendent que la Pologne « s'est alliée à l'Autriche et *même indirectement à l'Allemagne.* » Non pas. Aucun Polonais ne s'est jamais considéré comme l'allié de l'Allemagne, l'Allemagne et la Russie étant les nations les plus détestées pour leur politique néfaste à l'égard de la nation polonaise. Il est vrai que certains politiciens ont ajouté foi aux promesses autrichiennes, fausses une fois de plus ; c'est à cela que s'est bornée l'alliance ; la vraie alliance était avec l'Entente d'où on espérait toujours et longtemps en vain, une solution favorable à la Pologne. Aujourd'hui, c'est chose promise et nous espérons qu'elle sera conforme aux aspirations maintes fois exprimées de la nation polonaise. On les lit à la page 7 de l'Encyclopédie :

« La Pologne constitue indéniablement une unité géographique et nationale, animée par tradition d'un esprit de développement vaste et continu. La Pologne est une branche vivante de l'arbre ethnique des peuples occidentaux. Les liens qui le rattachent au tronc commun sont anciens, puissants et nombreux. La Pologne est un organisme social complet, bien développé, qui a opposé une résistance invincible aux efforts que les plus grandes puissances du monde ont fait pour l'anéantir. Au milieu des conditions d'existence les plus précaires et les plus difficiles, la nation polonaise a retrempé ses forces et s'est frayé le chemin qui la mènera au développement de son unité nationale. Elle a su profiter du plus petit relâchement de l'étreinte qui l'enserrait, de la moindre ombre d'indépendance qu'on lui laissait pour donner de nouvelles preuves de son intense, de son indestructible vitalité. Qu'on dénoue ses liens, et la Pologne prendra son essor d'un élan d'autant plus ardent qu'il aura été longtemps contenu. Une Pologne indépendante enrichira le trésor de la civilisation européenne. Qu'on y prenne garde : si l'on néglige une fois de plus la question polonaise, elle continuera, comme un feu mal éteint, de couver sous ses cendres et pourrait bien un jour embraser le monde. »

Le livre abonde en cartes et en notes statistiques ; on peut se rendre compte de toutes les faussetés propagées par les esprits malveillants et par les crédules qui s'y sont laissés prendre. On n'y trouvera aucun récit des gémissements de l'opprimé, courbé sous un joug cruel, ni de lamentables plaintes de mendiant. On y trouvera la preuve de la vitalité très grande des Polonais qui veulent vivre et travailler pour que les nations arrivent une fois à créer l'humanité harmonieuse, résultante des meilleurs éléments renfermés dans les âmes des nations particulières.

(*A suivre*).

Dr W. W.

Le danger bolcheviste menace la Pologne

On délibère à Paris et à Londres s'il faut aider la Pologne, et pendant ce temps les bolcheviki marchent sur la capitale polonaise en menaçant cette fois-ci non seulement la Pologne, mais l'Europe tout entière. A Varsovie, on a préparé un coup d'Etat qui, au lieu de consolider le gouvernement, l'a affaibli. Espérons que l'Europe ne restera pas cette fois-ci spectatrice muette des malheurs qui mettent en danger la Pologne. Il faut aider la Pologne immédiatement, c'est dans l'intérêt de tout le monde. Il faut cesser de prêter l'oreille à un parti politique, il faut écouter la voix de toute la nation menacée.

Dr WLOCH.

Imprimerie du Journal de Genève.